

**La tendance à la stagnation, voire à la baisse se confirme pour ce second trimestre 2010. Les volumes d'affaires sont toujours insuffisants aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics, la sortie de crise espérée n'est pas au rendez-vous.**

**Le bâtiment accuse une diminution d'activité dans quasiment tous les secteurs, les professionnels espèrent au mieux une stabilisation d'ici à la fin de l'année.**

**Les entreprises de Travaux Publics voient toujours leurs carnets de commandes se dégonfler, alors que les appels d'offres se raréfient et que la concurrence est de plus en plus exacerbée.**

## Bâtiment

Faute d'activité, les prix des devis restent toujours très tendus avec un impact inéluctable sur des trésoreries déjà en péril. Ces prix qualifiés d'anormalement bas influent très fortement sur les marges déjà largement sacrifiées. La conjonction de ces deux facteurs pourrait provoquer à court terme une issue dramatique pour les entreprises les plus faibles.

La stabilité des effectifs dans le secteur du bâtiment est actée aujourd'hui, car il serait dommageable de se séparer de personnels, difficiles à recruter en son temps et expérimentés grâce notamment aux efforts de formation des entreprises.

## Gros œuvre

Le logement individuel privé connaît une décélération de la baisse d'activité avec une demande en hausse des permis de construire mais la courbe reste toujours inférieure à celle de 2009 qui était déjà tirée vers le bas.

Les promoteurs privés consultent à nouveau pour la réalisation de grands projets immobiliers futurs.

Faute de crédits débloqués ou arbitrés différemment, le logement social, qui jusqu'alors, s'était maintenu à un bon niveau grâce aux engagements de l'État et des collectivités locales, ne procure plus de plans de charges satisfaisants.

## Second œuvre

La demande s'affaiblit également dans le secteur de la rénovation qui jusqu'à présent avait été relativement épargné. L'inquiétude porte essentiellement sur la concurrence exercée via le statut de l'auto-entrepreneur qui bénéficie de mesures fiscales et administratives avantageuses et l'annonce de rabaillage des niches fiscales dont la TVA à 5.5%.

Le logement social subit les mêmes répercussions que pour la construction dans le neuf, les budgets sont gelés ou redistribués vers d'autres régions.

## Travaux Publics

La perte d'activité est encore très marquée ce trimestre, les carnets de commandes réduits au mieux à deux voire trois mois, sont le reflet d'une quasi absence d'appel d'offres.

Même sur le long terme, la vision est très pessimiste. Les collectivités locales ou territoriales sont les principaux donneurs d'ordre dans le secteur des Travaux Publics mais, depuis le début d'année aucune demande n'émane de leur part. L'espoir réside dans un déblocage des crédits pour réaliser des chantiers avant fin 2010.

A l'heure actuelle, seules les entreprises bénéficiant de niches tirent leur épingle du jeu.

Faute de transfert possible vers d'autres activités, la suppression des personnels les moins qualifiés est de plus en plus envisagée si un regain d'activité ne se produit pas à moyen terme.